AUX JACOBINS.

Lorsque deux mille citoyens, qui font partie d'une nation éclairée, s'assemblent quatre fois la semaine, on a lieu de présumer que l'objet de leur réunion est important. — Lorsqu'ils se rassemblent en qualité de patriotes, qui s'imposent la tâche d'approfondir les grandes questions du gouvernement civil, de diriger l'opinion, de surveiller la conduite des principaux fonctionnaires de l'état, et de hâter les progrès d'une révolution encore au berceau, le public espère, il a droit d'espérer, que les délibérations d'une pareille assemblée ne s'écarteront pas de la gravité que respirent les sujets dont elle s'occupe; que l'exécution répondra, jusqu'à un certain point, à la solemnité de ses promesses; et qu'une société, dénoncée par les tyrans de l'Europe, se livrera à des discussions qui feront trembler les tyrans.

Voilà ce qu'on attendoit de la société des Jacobins. Comment a-t-elle rempli cette attente ?

Les personnes qui ont assisté régulièrement à ses dernières séances, ont vu, avec autant de douleur que d'inquiétude, l'égoïsme dégoûtant, et les déclamations rebattues d'un orateur populaire, des dénonciations de personnages insignifians, des accusations dénuées de preuves, des soupçons hasardés, des épanchemens d'inimitié personnelle et d'orgueil irrité, employer inutilement les heures d'une grande assemblée, et violer l'ordre qu'elle a dû se prescrire. Elles ont rougi pour vous d'attachemens individuels, substitués aux principes, de l'impatience que vous manifestez contre les opinions qui n'ont point le cachet de la popularité, de vos applaudissemens réitérés et sans bornes, également prodigués à l'amour-propre qui se loue, aux sarcasmes et aux idées véritablement patriotiques. Vous oubliez que des marques bruyantes de suffrage ou de désapprobation peuvent se pardonner dans les théâtres, mais qu'une grave société doit se les interdire. Vous oubliez qu'une délibération exige



que l'on écoute avec patience les avis de tout genre, et que les opinions anti-populaires furent toujours celles à qui le monde fut redevable de plus de lumières.

M. Roberspierre, dont je suis loin de soupçonner les bonnes intentions, a joué depuis quelque tems un rôle si distingué parmi vous, que parler de M. Roberspierre, c'est parler des Jacobins.

Lorsque M. Roberspierre dénonça M. de la Fayette, justement soupçonné, d'après sa conduite insidieuse et son esprit de corporation, de méconnoître les vrais principes de la liberté, il fit bien : la dénonciation étoit accompagnée de la preuve ; car il ne s'agissoit point d'actions privées, mais d'actions publiques et notoires. Mais pourquoi M. Roberspierre ne mit-il pas dans tout son jour le caractère de ce général, lorsque le parti de la cour faisoit tous ses efforts pour le porter à la place de maire de Paris ? Pourquoi, dans ce moment critique, divisa-t-il le parti du peuple, en se laissant désigner lui-même pour cette place, et en exposant, par cette mesure imprudente, M. Pétion à n'être pas élu ? Et pourquoi, dans le nombre de ses invec-

tives contre la Fayette, M. Roberspierre négligea-t-il d'observer que, suivant la constitution de la France, la Fayette ne peut être actuellement général d'une armée françoise ?

Quand M. Roberspierre appuya la fête civique, votée en l'honneur des soldats de Châteauvieux, il fit bien. Ces soldats méritoient les honneurs qui leur étoient décernés ; mais comment approuver la timidité et l'irrésolution de M. Roberspierre, lorsqu'il proposa de supprimer cette fête, et d'appliquer les souscriptions à un autre objet, sans daigner avoir égard aux intentions des souscripteurs ? Si la fête de Châteauvieux a réjoui les patriotes, on ne sauroit en faire honneur aux efforts de M. Roberspierre ; car si l'on avoit adopté son opinion, les François n'auroient pas encore eu l'honneur de célébrer la seule fête, véritablement civique, qui ait eu lieu en Europe, sans être dirigée par des prêtres, ou surveillée par des officiers de police.

Lorsque M. Roberspierre, de concert avec Collot-d'Herbois, dénonça M. Rœderer, il fit mal. Car, à cette époque importante, M. Rœderer ne marquoit point

assez ponr occuper vos séances ; mais s'il fit mal, vous, Jacobins, vous fîtes plus mal encore. Non seulement vous écoutâtes avec patience, mais encore vous applaudîtes les récits d'un homme qui se déclaroit l'espion de la vie privée et des délassemens d'un citoyen jusqu'alors irréprochable. Vous ne fûtes point frappés de l'inconséquence qu'il y avoit à établir une accusation sur de pareils fondemens ; vous ne pénétrâtes point la conduite systématique dont on faisoit usage dans cette circonstance, et vous consentîtes à devenir les instrumens des desseins de Roberspierre et de ses coopérateurs.

Quand M. Rœderer, oubliant sa dignité d'homme, eut la condescendance de se rendre aux Jacobins, après une dénonciation fondée sur ce qu'il avoit eu l'audace de dîner avec un homme de sa connoissance qui ne pense pas comme lui, vous interrompîtes, par des applaudissemens réitérés, son apologie conçue en termes aussi humbles qu'on pouvoit le desirer, et dans le style à la mode de l'égoïsme patriotique. La justification vous plut autant que l'accusation, parce qu'elle vous

flattoit également ; votre amour-propre fut pleinement satisfait ; mais vos amis rougirent de votre inconséquence, et la même honte auroit dû se faire sentir aux amis de M. Rœderer.

Furieux de son succès, le parti dénonça une liste nombreuse de citoyens, que l'on étoit accoutumé à regarder comme patriotes. L'abbé Fauchet, Brissot et Guadet répondirent. Les griefs allégués contre Fauchet et son apologie furent également ridicules ; ils choquèrent également la gravité et la modestie. Ils ne tendoient qu'à mettre au jour des vices domestiques, et à justifier les reproches de ceux qui vous blâmeroient de prêter l'oreille à des harangues aussi indécentes.

Brissot, prudent et circonspect suivant son usage, fit un discours étudié, dans lequel il demanda les preuves qui venoient à l'appui de la dénonciation. Il justifia amplement, avec zèle et sans réplique, Condorcet, de tous les hommes, celui à qui la philosophie de la France a maintenant le plus d'obligations ; il montra l'étonnant rapport qui se trouvoit entre la conduite de Roberspierre et celle du parti aristocratique;

il avança que, si son accusateur prouvoit une seule de ses nombreuses inculpations, les accusés se reconnoitroient coupables de tout ce qu'il leur reprochoit; et il demanda avec justice que les Jacobins ne reçussent à l'avenir aucune dénonciation sans en exiger les preuves. Après lui, Guadet se présenta à la tribune d'une manière plus ferme et plus hardie. Ce dernier traça un tableau fidèle de la tyrannie oratoire exercée par Roberspierre, et permise aux Jacobins; il insista pour demander des preuves au lieu de soupçons, et défia Roberspierre de motiver ses accusations. Vous aviez oublié, et vous aviez besoin d'entendre de nouveau que les hommes les plus purs sont exposés à un soupçon, mais que les coupables seuls ont à craindre de se voir convaincus par des preuves.

Roberspierre sentit que la chose devenoit sérieuse. Il jugea aussi à propos de ne plus s'en tenir à l'éloquence improvisée, et à l'exemple de son antagoniste Brissot, il confia au papier le discours qui devoit écarter le voile factice du patriotisme, et démasquer la félonie politique de ses adversaires. Un concours impatient et nombreux se rendit à cette séance. Tous les yeux étoient

tournés sur Roberspierre; tout le monde dirigeoit son attention vers la tribune, dans une attente mêlée de terreur, et on étoit avide des faits qui devoient appuyer une dénonciation aussi importante. Vaine espérance! au lieu de vous les développer, M. Roberspierre vous débita son propre panégyrique, soigneusement travaillé; il vous réitéra les assurances de son patriotisme, il s'épuisa en sarcasmes contre ses antagonistes, en déclamations contre la philosophie et les philosohes. Chose étrange! à chaque phrase, il fut interrompu par les applaudissemens de ses auditeurs. Il substitua des mots à des idées, et ils furent accueillis. Les sarcasmes furent admis comme des preuves de crime, et vous donnâtes une approbation illimitée aux vaines assurances de son patriotisme passé, présent et futur. Voilà l'homme qui, après avoir renoncé à la place d'accusateur public, au moment où cette place offroit une carrière digne de la vertu courageuse, aime mieux remplir le rôle de dénonciateur devant les Jacobins que dans le sanctuaire des loix, et vous avez eu un échantillon de son habileté en ce genre. Il avoit raison, il savoit que son talent consistoit dans les

accusations dénuées de preuves, mais que le public ne les recevoit pas. Il savoit par expérience que les Jacobins étoient plus traitables, et il choisit son poste au milieu d'eux.

Tel est l'homme dont vous avez fait votre dictateur, et dont le nom deviendra probablement synonime de celui des Jacobins. Vous êtes maintenant en état de juger s'il répondra à votre choix, ou si le public approuvera cet aveugle attachement pour un homme quelconque; peut-être qu'à l'avenir M. Roberspierre deviendra plus modeste, et vous plus sages.

C'est ainsi que vous avez occupé vos momens durant la crise la plus importante qui ait agité votre patrie. Cependant vos amis, qui se sont affligés des inutiles débats de votre société, se flattent que vous reviendrez de cette démence passagère; que vous serez encore ce qu'étoient auparavant les Jacobins, que vous vous dévouerez encore à éclairer le peuple et à soutenir son courage, que vous garderez fidèlement le précieux dépôt du feu de la liberté, et que vous l'entretiendrez jusqu'à la fin des tems

dans un éclat qui, loin de s'affoiblir, ne fera que s'accroître de plus en plus.

Il vous reste beaucoup à faire. Vous avez à discuter plusieurs questions de la plus haute importance pour le salut de votre patrie, et le perfectionnement de l'espèce humaine. Je ne m'arrête point sur le moment actuel, où vous serez naturellement attentifs aux progrès d'une guerre des plus intéressantes, où vous exercerez sur vos généraux, sur vos ministres, sur vos législateurs, une surveillance inquiète, mais loyale, armés d'une circonspection légitime, et vous préservant d'une méfiance soupçonneuse, lents à accuser, mais terribles dans vos dénonciations ; où vous rechercherez si l'on a pris toutes les précautions nécessaires pour rendre le succès indubitable, préparant les événemens, et sachant ne pas les craindre, invitant le public en général et vos collègues en particulier à examiner avec soin les faits existans, à proposer les additions indispensables, à réparer les mesures défectueuses, à corriger les erreurs. Vous remplirez ces augustes devoirs, mais ce n'est pas d'eux seulement que j'ai à vous entretenir.

Avez-vous discuté pleinement et de bonne foi, la question de la royauté, de la convenance d'un roi à la tête du gouvernement, pour qu'à l'époque de la révision de votre constitution, vous n'accumuliez pas une seconde fois une masse de matériaux incohérens, que vous n'accordiez pas des pouvoirs incompatibles avec les principes de la liberté, que vous n'ayez pas l'imprudence de créer un intérêt contamment opposé à l'intérêt de la nation ? il y a des hommes sages qui sont d'avis que votre assemblée constituante a commis de pareilles fautes, et qu'il est tems de détruire l'ouvrage de sa foiblesse.

Avez-vous instruit le peuple des maux qu'entraine une liste civile aussi énorme ; de l'absurdité manifeste qu'il y a à souffrir dans le sein de la France, un monstre qui dévore tous les jours la substance de plusieurs milliers de citoyens laborieux ? les anciens plaçoient au rang de leurs divinités, les hommes courageux qui délivroient la terre de ces animaux destructeurs ; ce sont ces animaux eux-mêmes que vous déïfiez. N'est-il pas incontestable que les soupçons, continuellement jettés sur la conduite de vos

ministres, doivent sur-tout leur origine aux moyens de corruption que fournit la liste civile ; que l'intérêt de la couronne suit un chemin, pendant que l'intérêt national en parcourt un autre ? A cet égard votre assemblée constituante fit tout l'opposé de ce que lui dictoit la raison. Vos législateurs, qui mènent toutes les affaires de la Nation ; reçoivent à peine de modiques indemnités, les ministres, valets chargés de l'exécution de leurs ordres, sont payés avec magnificence, et le membre le plus inutile de la communauté est salarié à proportion des moyens qu'il a de faire du mal.

Avez-vous éclairé le peuple sur l'absurdité des sectes religieuses et des préjugés religieux de toute espèce ? lui avez-vous fait sentir combien il est inutile de payer des gens afin qu'ils prient pour les autres, et la perte qu'entraîne pour la communauté une corporation aussi nombreuse, qui ne vit que d'imposture, et dont l'existence ne peut se concilier avec un gouvernement libre ? Sait-il que pour répondre aux vues d'une société quelconque, il suffit d'être bon père, bon époux et bon citoyen,

que la religion ne peut rien former de plus parfait, et que de pareils hommes se trouvent dans toutes les religions, et même parmi ceux qui n'ont point de religion ?

Avez-vous examiné sous quels rapports la dernière classe des citoyens peut être tirée de l'état de besoin, d'ignorance et de misère où elle languit maintenant, et qui produit seul les crimes du pauvre, ces crimes contre lesquels vous sévissez, en employant la verge de fer d'un code pénal? Cependant le peuple a été l'artisan de la révolution; il en est encore le plus ferme soutien; il forme la portion la plus nombreuse de ceux à qui elle a été le plus véritablement funeste. Les patriotes sont trop enclins à rabaisser à leur niveau les classes supérieures; ils devroient aussi s'occuper d'élever jusqu'à eux les classes subalternes.

Vous avez médité, et Roberspierre vous a rendu sensible, la tendance insidieuse d'une institution qui sépare les soldats du reste de la nation, qui établit des loix, une discipline, des uniformes séparés, dangereux résultat de la politique tortueuse

de la Fayette. Ces livrées sont inutiles à un soldat, et sont indignes d'un citoyen. Ne cessez de vous en occuper qu'après les avoir anéanties.

Avez-vous pris soin de fixer sur votre cause et sur la cause de la France, le jugement des hommes réfléchis, des partisans de la liberté qui existent chez vos voisins ? Avez-vous une correspondance régulière avec les sociétés patriotiques répandues dans l'Europe ? Songez-vous à prévenir les attaques de vos ennemis, en éclairant les peuples, que leurs souverains mal intentionnés voudroient armer contre vous ? Je crains que ceci ne soit encore à faire.

Avez-vous agité les importantes questions de la propriété territoriale, de la nécessité d'une plus grande égalité dans les fortunes ainsi que dans les conditions, et d'une mesure qui prévienne le désœuvrement, et la dangereuse aristocratie des immenses revenus. La France est encore plongée dans l'obscurité par rapport à ces grandes questions. Votre devoir est de l'éclairer.

Avez-vous suivi l'exemple des sociétés patriotiques de la Grande-Bretagne, en élevant votre voix en faveur des Nègres, en montrant que vous êtes disposés à faire part de cette liberté que vous réclamez pour vous-mêmes, que vous n'aurez point la foiblesse d'adopter une conduite contradictoire avec vos principes, ou de croire que la sagesse, le courage, la liberté et les plus précieuses faveurs du ciel, furent expressément réservées à certains climats, à certaines couleurs de la peau? Avez-vous rempli ce devoir? si vous l'avez négligé, c'est encore une chose qui vous reste à faire. Souvenez-vous que le Dieu de la nature ne ressemble point à l'homme, qu'il n'est ni un tyran, ni un aristocrate, et qu'il n'a point institué, parmi ses créatures raisonnables, une noblesse fondée sur les différences de la carnation.

Avez-vous pensé aux droits de la femme, comme vous avez fait à ceux de l'homme?

Non, Théroigne; non, femme incomparable, jusqu'ici vos efforts ont été vains. Vous avez encore à gémir sur la dégradation de votre sexe, moins toutefois

que sur celle du nôtre. Vous avez partagé la destinée commune à tous les esprits supérieurs. Votre sagesse a passé pour folie, votre courage pour témérité, votre grandeur d'ame pour insolence, et vos calomniateurs vous ont jugée non d'après ce que vous êtes, mais d'après ce qu'ils sont eux-mêmes. Une lumière excessive produit l'effet des ténèbres sur des yeux débiles, et s'il manquoit une preuve pour constater l'égalité des facultés intellectuelles entre les sexes, vous l'avez fournie en laissant voir une supériorité de génie, une force de caractère qu'au moins ceux qui vous dépriment n'atteindront jamais. Recevez, en passant, ce tribut d'approbation, de la part d'un homme qui, ayant étudié votre conduite et vos sentimens, et patiemment écouté les calomnies que l'on ne cesse de répéter contre vous, a été surpris du contraste que ces objets lui ont présenté. Continuez comme vous avez fait jusqu'à ce jour, de réfuter, par vos actions, les mensonges passagers de vos ennemis (*). Pour

(*) Il est bon que M. Roberspierre soit instruit de l'anecdote suivante : J'étois aux Jacobins, lors-

bien

bien agir, il faut d'abord bien penser ; il faut être éclairé avant de pouvoir dire ce qu'on doit faire ; il faut que la théorie et la discussion marchent avant la pratique. Il n'est pas étonnant que les femmes soient aveugles sur leurs droits, quand les hommes ne connoissent point encore leur propre bassesse et leur propre injustice. Mais, quelle objection peut-on élever contre les droits des femmes, que le despotisme n'ait pas fait valoir contre ceux des hommes? considérez un moment de quel droit un homme revendique du pouvoir sur un

qu'on fit mention de Mlle Théroigne, à l'occasion des assemblées de femmes. M. Roberspierre jugea à propos de crier, d'un ton de sarcasme, qu'il n'avoit point d'intimité particulière avec cette Demoiselle. Ceux qui les connoissent l'un et l'autre, le croiront aisément. Deux ou trois jours après, je me trouvois à la fête de Châteauvieux, près de Mlle Théroigne, et je l'entendis parler à-peu-près ainsi de M. Roberspierre : « Il m'est revenu que M. Roberspierre s'est donné la peine de mal parler de moi aux Jacobins. J'en suis fâchée ; il est ordinairement mieux occupé ; mais ce n'est pas moi qui parlerai mal de lui ».

autre homme ; ne fonde-t-il pas sa réclamation sur le consentement de celui-ci ? Or, de quel droit l'homme en général prétend-il exercer une autorité absolue sur la femme, si ce n'est par son propre consentement, consentement qui ne fut jamais ni demandé, ni accordé ? Les femmes remplissent les devoirs de la vie domestique, dans une proportion au moins égale avec les hommes : elles sont sujettes aux taxes imposées par la société ; elles contribuent également au bien général et y sont également intéressées ; et cependant on exige qu'elles obéissent à des loix qu'on ne leur permet pas de consentir, et on les élève impérieusement à subir la loi du plus fort. On dit, à la vérité, qu'elles doivent attendre, que leur moment n'est pas encore venu. Ah ! sans doute ; et il ne viendra jamais qu'elles ne le réclament elles-mêmes. Cette réponse est celle qu'à défaut de raisonnemens solides, les oppresseurs font aux opprimés. Mais quel est le vrai motif du retardement qu'on apporte à reconnoître les droits des femmes, du soin qu'on a d'en éviter la discussion, de les tenir dans l'om-

bre, et sur le dernier plan du tableau? C'est parce que l'homme est encore assez ignorant et assez vil pour désirer, dans la personne de sa moitié, une esclave au lieu d'une égale, un amusement pour ses heures de loisir et une première servante, au lieu d'une compagne éclairée et d'une amie fidèle. Mais il est victime de sa propre perfidie. Il a provoqué la dissimulation et l'artifice où devoient régner la générosité et la grandeur d'ame, et trop souvent l'intérieur des ménages est troublé par des vices d'un ordre subalterne, par des persécutions dont les femmes se rendent coupables et dont il ne faut accuser que l'injustice des hommes.

Telles sont, Messieurs, quelques-unes des discussions que vous feriez bien de substituer aux débats frivoles, aux attachemens particuliers qu'on vous reproche avec justice. La France n'a point eu de meilleurs amis que vous; vous pouvez encore soutenir ce rôle. Ne prostituez point vos efforts à des bagatelles; ne vous laissez plus diriger par le charlatanisme des orateurs; que d'heureuses tournures

de style, un étalage sonore de patriotisme ne vous séduisent plus ! Exigez de vos orateurs plus de pensées que de mots ; exigez des patriotes, des actions et non pas des jactances. Je vous ai dit quelques vérités désagréables. Puissiez-vous en profiter !

Un ami sincère de la LIBERTÉ.